COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 13 AVRIL 2017

L'an deux mil dix-sept, le treize avril à vingt heures, le Conseil Municipal légalement convoqué en réunion, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur RABOUILLE Jacques, le Maire.

Etaient présents : M. RABOUILLE Jacques, Mme SARA Micheline, M. THUILLIER BULLY Bernard, Mme LEMAIRE Janine, M. VANDEPUTTE Roger, Mme CARNOY Colette, M. LEGRAND Joël, Mme CAZIN Stéphanie, M. LAMBERTYN Loïc, Mme FONTAINE Elodie, M.NIQUET Jean-François, Mme SARA Camille, Mme FLON Sandra, M. LUCAS Pierre, M. THUILLIER Bernard
Etaient absents : Mme CONTET Corine représentée par M. NIQUET Jean-François, M. VALOUR Cyrille représentée par M. THUILLIER BULLY Bernard, M. PETIT Jacques représenté par Mme SARA Micheline, Madame LIEVRE Sophie
Mme Elodie FONTAINE a été élue secrétaire de séance
Le compte rendu du 05 décembre 2017 approuvé à l'unanimité.

ORDRE DU JOUR

Admission en non-valeur - Service des eaux

M. le Maire explique à l'assemblée qu'il a reçu un état du Centre des Finances Publiques de Doullens afin d'admettre en non-valeur la somme de 126.82 € suite à la mise en place d'un plan d'apurement qui prévoit le report à 36 mois. Le recouvrement se fera en 2020 avec la mise en place d'un virement bancaire.
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'admettre en non-valeur la somme de 126.82 €.

Vente de bois - Tarif

M. le Maire explique à l'assemblée que des arbres ont été abattus derrière la salle Pierre Sueur. Le bois a été proposé aux beauvalois pour 20 € le stère.
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de vendre le bois 20 € TTC le stère à un beauvalois.

Acquisition d'une partie de la parcelle AA 157 appartenant au CCAS

M. le Maire explique à l'assemblée que dans le cadre de la réalisation de la deuxième tranche des travaux de déraccordement il est prévu l'implantation d'un bassin d'infiltration sur une partie de la parcelle AA 157 appartenant au CCAS.
Le CCAS a décidé de céder à l'euro symbolique la surface nécessaire à l'opération qui représente environ 1800 m² à la commune pour son service assainissement.
M. THUILLIER B. : Les travaux de déraccordement sont payés sur la commune.
M. le Maire : Quand la compétence assainissement sera transférée à la Communauté de Communes, le déraccordement du pluvial le sera également. J'ai appris de M. DEFLESSELLE que les eaux pluviales étaient insécables de l'assainissement.
M. THUILLIER B. : C'est ce que je vous ai expliqué la dernière fois. Il faut transférer les dépenses concernant le déraccordement sur le budget assainissement.
M. le Maire : C'est ce que l'on essaye de faire.
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide par 17 voix pour et 1 abstention

- d'acquérir à l'euro symbolique une partie de la parcelle AA 157. Les frais afférents à la vente et à la division parcellaire seront à la charge du service assainissement de la commune,
- d'autoriser M. le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents à ce dossier.

Création d'un poste d'adjoint administratif principal 2ème classe 35/35ème

M. le Maire explique à l'assemblée qu'en vue d'un avancement de grade, il est nécessaire de créer le poste d'adjoint administratif principal 2ème classe 35/35ème à compter du 1er mai 2017.
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de créer un poste d'adjoint administratif principal 2ème classe 35/35ème et autorise M. le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents à ce dossier.

Création d'un poste d'adjoint technique principal 2ème classe 35/35ème

M. le Maire explique à l'assemblée qu'en vue d'un avancement de grade, il est nécessaire de créer le poste d'adjoint technique principal 2ème classe 35/35ème à compter du 1er mai 2017.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de créer un poste d'adjoint technique principal 2ème classe 35/35ème autorise M. le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents à ce dossier.

Signature d'un contrat de prêt de la parcelle AK 61 entre la commune et le CCAS

M. le Maire rappelle à l'assemblée, que le CCAS a acheté la parcelle AK 61 située rue Jean Vicart à Beauval. Cette parcelle est utilisée par la commune pour améliorer le stationnement de la rue Jean Vicart et pour ses activités périscolaires de plein air.

M. le Maire propose de signer un contrat de prêt pour cette parcelle entre la commune et le CCAS. La parcelle AK 61 sera mise gratuitement à disposition de la commune qui devra, en contrepartie, l'entretenir.

M. THUILLIER B. : Que va devenir le terrain quand la compétence scolaire sera transférée à la Communauté de Communes ? Qui sera responsable en cas d'accident ?

M. le Maire : Si on prête cette parcelle à une autre entité, celle-ci devra être assurée.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, autorise par 17 voix pour et 1 abstention M. le Maire ou son représentant à signer un contrat de prêt de la parcelle AK 61.

Signature d'un contrat de prêt de la parcelle AA 34, AA 334, AA 99 et AA 340 entre la commune et le CCAS

M. le Maire informe ~~à~~ l'assemblée, que le CCAS a acheté les parcelles AA 34, AA 334, AA 99 et AA 340. Ces parcelles sont utilisées par la commune pour permettre la bonne organisation des jeux collectifs sur le terrain de pétanque et de ballon au poing.

M. le Maire propose de signer un contrat de prêt pour ces parcelles entre la commune et le CCAS. Les parcelles AA 34, AA 334, AA 99 et AA 340 seront mises gratuitement à disposition de la commune qui devra, en contrepartie, les entretenir.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, autorise par 17 voix pour et 1 abstention M. le Maire ou son représentant à signer un contrat de prêt des parcelles AA 34, AA 334, AA 99 et AA 340.

Vente des anciens ateliers municipaux AC 74

M. le Maire rappelle à l'assemblée que la commune a acheté les anciens bâtiments de la SNED pour y accueillir les ateliers municipaux. Les services du domaine ont évalué cette parcelle à 75 000.00 €.

M. le Maire propose de vendre l'ancien atelier municipal à un jeune artisan beauvalois pour la somme de 70000.00 €.

M. THUILLIER B. : Il n'y a pas eu d'offre dans le Beauval Infos.

M. le Maire : Tous les artisans ont reçu un courrier. Dès le début, il avait été décidé de laisser les ateliers en priorité à un artisan beauvalois.

M. THUILLIER B. : Je demande à ce que la population soit informée ; la commune recevra peut-être une meilleure offre. C'est un bien public.

Mme FONTAINE E. : Vous nous avez reproché de faire barrage à l'installation d'un artisan lorsque nous avons acheté la SNED et là vous nous reprochez de proposer les anciens bâtiments à un artisan beauvalois.

M. THUILLIER B. : Un artisan extérieur peut-être intéressé et créer des emplois.

M. LUCAS P. : Est-ce que ça poserait problème de prendre en compte ce qui vient d'être échangé et de différer la décision ?

M. le Maire : Ce jeune artisan beauvalois stockait tout son matériel dans un garage qu'il a été obligé de vider le week-end dernier car il est en vente.

M. LUCAS P. : C'est un élément nouveau.

M. THUILLIER B. : Je reste sur ma position. Il faut informer les Beauvalois.

Vu l'avis du domaine du 26 août 2016,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide par 16 voix pour, 1 voix contre et 1 abstention de vendre les anciens ateliers municipaux cadastrés AC 74 à M. MORGAND Stéphan pour la somme de 70000.00 hors frais d'acte et d'autoriser M. le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents à ce dossier.

Validation du Plan Pluriannuel Concerté Assainissement 2015-2017

M. le Maire donne lecture à l'assemblée de l'état prévisionnel estimatif du Plan Pluriannuel Concerté Assainissement 2015-2017 joint à la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve par 17 voix pour et 1 abstention le Plan Pluriannuel Concerté Assainissement Collectif de BEAUVAL 2015 - 2017 et autorise M. le Maire à solliciter les participations financières auprès de l'Agence de l'Eau.

Autorisation de signature d'une accréditation de l'association Uni'cité

M. le Maire explique à l'assemblée qu'Uni'cité est une association qui a pour objectif d'améliorer le pouvoir d'achat

des administrés en matière de couverture de santé.
Les administrés pourront accéder, sur adhésion facultative de 10 € par an, à une complémentaire santé aux meilleures conditions grâce à un principe de mutualisation. Une salle sera mise à leur disposition une fois par an afin de revoir les dossiers.
M. LUCAS P. : Pourquoi est-il demandé à la municipalité de se prononcer sur cette accréditation. Quelles en sont les termes ? Comment la commune intervient-elle ? Pourquoi est-on sollicité ?
Mme LEMAIRE J. : Il y a eu une réunion publique. La commune n'est pas liée ; ils veulent juste la mise à disposition d'un bureau.
M. le Maire donne lecture d'un extrait de l'accréditation.
Il n'y a aucun engagement contractuel ni financier de la part de la commune. La mairie ne fait que proposer un service supplémentaire auprès des administrés.
Il n'y a de ce fait aucune notion d'exclusivité. La mairie pourra à tout moment accréditer un ou plusieurs autres partenaires portant un projet similaire.
La mairie peut retirer quand elle le désire et unilatéralement cette accréditation.
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, autorise à l'unanimité M. le Maire ou son représentant à signer l'accréditation de l'association Uni'cité.

Subvention aux associations
M. le Maire donne lecture des subventions allouées à chaque association pour 2017.

Associations	Montant		
ACPG CATM	490.00 €	Majorettes les Amazones	360.00 €
Amicale des Sapeurs-Pompiers	1 000.00 €	Moving	430.00 €
Association des Maires de France	720.00 €	Musique de Beauval	600.00 €
Badmington	500.00 €	Prévention Routière	50.00 €
CAUE	160.00 €	Recherche contre le cancer	50.00 €
Comité des Fêtes de Beauval	4 500.00 €	Société Colombophile	480.00 €
Croix Rouge	50.00 €	Société la Fraternelle	1 500.00 €
Gymnastique Volontaire	410.00 €	Tarot Beauvalois	130.00 €
Judo Club Beauvalois	1 250.00 €	Tennis de Table	540.00 €
		TOTAL	13 220.00 €

M. le Maire précise que les associations non citées n'ont pas déposé de demande. La subvention de la Fraternelle est en augmentation car c'est l'une des plus importante de la commune (69 licenciés). La subvention attribuée au Judo est également en augmentation car il fête ses 40 ans d'existence cette année.
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide par 17 voix pour et 1 abstention de verser les subventions comme énumérées ci-dessus.

Indemnité de fonction des élus
Le décret n°2017-85 du 26 janvier 2017 porte modification du décret n°82-1105 du 23 décembre 1982 relatif aux indices de la fonction publique et du décret n°85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des personnels des établissements publics d'hospitalisation.
Ainsi, dès le 1er janvier 2017, les indemnités de fonction des élus doivent être calculées en référence à l'indice terminal de la fonction publique, soit l'indice 1022. M. le Maire propose de refuser l'augmentation.
Le Conseil Municipal, décide par 17 voix pour et 1 abstention de refuser l'augmentation de l'indemnité des élus. Les indemnités de fonctions des élus continueront à être calculées en référence à l'indice 1015.

Dépenses à imputer au compte 6232 « Fêtes et cérémonies »

Vu l'article D 1617-19 du code général des collectivités territoriales,

Après avoir consulté Madame le Trésorier principal,

Considérant qu'il est désormais demandé aux collectivités territoriales de faire procéder à l'adoption, par le conseil municipal, d'une délibération précisant les principales caractéristiques des dépenses à reprendre au compte 6232 « fêtes et cérémonies », conformément aux instructions réglementaires et aux dispositions comptables propres à cet article budgétaire,

Il est proposé au conseil de prendre en charge les dépenses suivantes au compte 6232 « fêtes et cérémonies » :

- d'une manière générale, l'ensemble des biens, services, objets et denrées ayant trait aux fêtes et cérémonies tels que, par exemple, les décorations de Noël, illuminations de fin d'année, les jouets, friandises pour les enfants, diverses prestations et cocktails servis lors de cérémonies officielles et inaugurations, les repas des aînés et les colis des aînés de plus de 65 ans, les bons de Noël du personnel, la fête des mères…
- Les fleurs, bouquets, gravures, médailles et présents offerts à l'occasion de divers évènements et notamment lors des mariages, décès, naissances, récompenses sportives, culturelles, militaires ou lors de réceptions officielles, départ en retraite,
- Le règlement des factures de sociétés et troupes de spectacle et autres frais liés à leurs prestations ou contrats,
- Les feux d'artifice, concerts, manifestations culturelles, locations de matériel (podiums, chapiteaux, calicots, kakémonos),
- Les frais d'annonces et de publicité ainsi que les parutions liées aux manifestations,
- les frais de restauration, de séjour et de transport des représentants municipaux (élus non indemnisés) et des employés communaux lors de déplacements individuels ou collectifs, de rencontres et manifestations organisées afin de favoriser les échanges ou de valoriser les actions municipales.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide par 17 voix pour et 1 abstention de considérer l'affectation des dépenses reprises ci-dessus au compte 6232 « fêtes et cérémonies » dans la limite des crédits repris au budget municipal.

Diagnostic du réseau d'eau potable

M. le Maire explique à l'assemblée qu'il est nécessaire de faire réaliser un diagnostic précis du réseau d'alimentation en eau potable.

M. le Maire donne lecture du devis de G2C et propose le plan de financement prévisionnel suivant :

- Montant total HT du devis	24 799.00 €
- Participation de l'Agence de l'Eau 70 %	17 359.30 €
Financement service des eaux	7 439.70 € HT
TVA 4 959.80 €	soit 12 399.50 € TTC

M. THUILLIER B. demande s'il y aura un rendu informatique.

M. le Maire : Oui c'est l'objectif. Il servira pour les DICT (Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux).

M. THUILLIER B. : C'était déjà prévu l'année dernière.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité

- de faire réaliser un diagnostic du réseau d'alimentation en eau potable par G2C pour un montant de 24 799.00 € HT soit 29 758.80 € TTC.

· d'autoriser M. le Maire à solliciter la participation financière auprès de l'Agence de l'Eau,

· d'autoriser M. le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents à ce dossier.

Gestion patrimoniale du réseau d'assainissement

M. le Maire explique à l'assemblée qu'il est nécessaire de réaliser une étude de la gestion patrimoniale des eaux usées.

M. le Maire donne lecture du devis de G2C et propose le plan de financement prévisionnel suivant :

- Montant total HT du devis	19 074.00 €
- Participation de l'Agence de l'Eau 50 %	9 537.00 €
Financement service des eaux	9 537.00 € HT
TVA 3 814.80 €	soit 13 351.80 € TTC

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité

· de faire réaliser une étude de gestion patrimoniale des eaux usées par G2C pour un montant de 19074.00 € HT soit 22 888.80 € TTC.

· d'autoriser M. le Maire à solliciter la participation financière auprès de l'Agence de l'Eau,

· d'autoriser M. le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents à ce dossier.

Remplacement d'un rideau métallique au nouvel atelier

M. le Maire explique à l'assemblée qu'il est nécessaire de remplacer le rideau métallique du nouvel atelier municipal qui actuellement n'est pas motorisé. Deux devis ont été demandés.

M. le Maire donne lecture du devis de l'entreprise POIREL qui est la seule à avoir répondu.

- Montant total du devis 3 395.00 € HT soit 4 074.00 € TTC

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide par 17 voix pour et 1 abstention

- de faire remplacer le rideau métallique du nouvel atelier municipal par l'entreprise POIREL pour un montant de 3 395.00 € HT soit 4 074.00 € TTC.
- d'autoriser M. le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents à ce dossier.

Achat d'un véhicule

M. THUILLIER BULLY B. explique à l'assemblée qu'il est nécessaire de remplacer le véhicule C15 de la commune et donne lecture des devis.

- Garage PICHON : 14 913.91 € TTC (y compris la reprise du C15 1 010.00 €)
- Garage GUEUDET : 15 603.21 € TTC (y compris la reprise du C15 1 800.00 €)

M. THUILLIER BULLY B. propose d'acheter le véhicule au garage Pichon car celui-ci correspond mieux à ce qui a été demandé.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité

- d'acheter le véhicule Citroën Berlingot au Garage PICHON pour un montant de 12 242.63 € HT soit 14 913.91 € TTC y compris la reprise du C15 d'un montant de 1 010 € TTC.
- d'autoriser M. le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents à ce dossier.

Achat d'une découpeuse thermique

M. le Maire explique qu'il est nécessaire d'acheter une nouvelle découpeuse car le coût de réparation de l'ancienne est de 980 €. Deux devis ont été reçus :

- BOSSU CUVELIER 1 250.00 € HT
- TY'MALOC 1 339.00 € HT

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité

- d'acheter une découpeuse thermique chez BOSSU CUVELIER pour un montant 1250.00 € HT soit 1500.00 € TTC.
- d'autoriser M. le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents à ce dossier.

Remplacement de l'armoire électrique et des canalisations du poste de relève rue du Rosel

M. le Maire explique à l'assemblée qu'il est nécessaire de remplacer l'armoire électrique et ainsi que les canalisations du poste de relève rue du Rosel et donne lecture des devis.

M. THUILLIER B. : Quelles sont les canalisations concernées ?

M. le Maire : En bas des pompes jusqu'en haut.

M THUILLIER B. : Pensez à consulter SEIBO zone industrielle à Amiens. On a déjà travaillé avec eux.

M. le Maire : Je les ai déjà sollicités pour le pont brosse. Le devis était extravagant.

M. THUILLIER B. : Je pensais à la partie électrique.

- IKOS 12 480.00 € HT
- BALESTRA 19 486.00 € HT

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité

- de faire procéder au remplacement de l'armoire électrique et des canalisations du poste de relève de la rue du Rosel par IKOS pour un montant de 12 480.00 € HT soit 14 976.00 € TTC.
- d'autoriser M. le Maire à signer tous les documents afférents à ce dossier.

Remplacement de l'armoire électrique de la station de pompage

M. le Maire explique à l'assemblée qu'il est nécessaire de remplacer le compteur électrique de la station de pompage d'eau potable et donne lecture des devis.

- BALESTRA 17 490.00 € HT
- IKOS 19 663.00 € HT
- VEOLIA 20 830.49 € HT

M. THUILLIER B. : L'armoire n'est pas si vieille que ça.

M. le Maire : Elle a plus de 20 ans. Le problème c'est l'automate.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité

- de faire procéder au remplacement de l'armoire électrique de la station de pompage d'eau potable par BALESTRA TP pour un montant de 17 490.00 € HT soit 20 988.00 € TTC.
- d'autoriser M. le Maire à signer tous les documents afférents à ce dossier.

Vote des taux d'imposition 2017

M. le Maire propose au conseil municipal de reconduire les taux d'imposition 2016 pour l'année 2017 pour les taxes foncières (bâti et non bâti). Le taux de la taxe d'habitation passe de 22.05 % à 13.70 %. Cette baisse est une conséquence de la création de la Communauté de Communes du Territoire Nord Picardie dont les taux d'imposition sont uniques. Cette baisse n'aura pas d'effet sur les contribuables puisque que cette taxe augmentera pour la communauté de Communes. La Contribution Foncière des Entreprises CFE sera perçue par le nouvel EPCI. Ce que la Com des Coms du Territoire Nord Picardie percevra au titre de la CFE et de la taxe d'habitation, elle le remboursera aux communes sous forme de compensation.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité, de voter les taux de fiscalité directe suivants pour l'année 2017 :

- taxe d'habitation : 13.70 %
- Taxe foncière sur le bâti : 21.59 %
- Taxe foncière sur le non bâti : 51.22 %

permettant d'obtenir un produit fiscal attendu de la nomenclature M 14 de 522 204 € sur lequel sera remboursée une somme de 128 875 € € dans le cadre du FNGIR (Fonds national de garantie individuelle des ressources).

Compte de Gestion 2016 service des eaux

La Conseil Municipal,

Après s'être fait présenté les budgets primitifs de l'exercice 2016 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer.

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2016, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

1– Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016

2 – Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2016 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes

3 – Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives :

- Déclare, à l'unanimité, que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2016 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part

Le Compte Administratif 2016 Service des Eaux

M. le Maire présente le compte administratif 2016 du service des eaux qui s'établit comme suit :

Section d'exploitation :

Dépenses :	367 598.97 €
Recettes :	322 674.80 €
Report année 2015 excédent :	394 058.62 €
Résultat :	349 134.45 €

Section d'investissement :

Dépenses :	15 280.72 €
Recettes :	38 064.91 €
Report année 2015 excédent :	14 745.18 €
Résultat :	37 529.37 €

M. THUILLIER B. demande le détail de l'article 61528.

Cet article concerne divers entretiens dont le remplacement d'une pompe.

M. THUILLIER B. : Le remplacement de cette pompe aurait dû être payé en investissement. Pourquoi le reversement du salaire n'apparaît pas au 758 ?

Le reversement a été fait sur le budget de la commune. Une régularisation sera effectuée cette année.

M. THUILLIER B. : Les comptes de fin d'année sont faux y compris l'affectation de résultat.

Après avoir laissé la présidence à Mme Micheline SARA qui a été désignée à l'unanimité, M. le Maire quitte la salle de

réunion.
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve par 15 voix pour et 2 abstentions le compte administratif 2016 du service des eaux.

Affectation de résultat 2016 Service des Eaux

Constatant que le compte administratif présente les résultats suivants :

	RESULTAT CA 2015	VIREMENT de la SF	RESULTAT DE L'EXERCICE 2016	RESTES A REALISER 2016		SOLDE DES RESTES A REALISER	CHIFFRES A PRENDRE EN COMPTE POUR L'AFFECTATION DE RESULTAT
INVEST	14 745,18 €		22 784,19 €	D	- €	- €	37 529,37 €
				R	- €		
FONCT	394 058,62 €		- 44 924,17 €				349 134,45 €

Le Conseil municipal décide à l'unanimité d'affecter le résultat comme suit 349 134.45 € à l'excédent reporté de fonctionnement.

Le Budget Primitif 2017 Service des Eaux

M. le Maire présente le budget primitif 2017 du service des eaux qui s'établit comme suit :

- section d'exploitation : 716 528.77 €
- section d'investissement : 91 728.93 €

M. THUILLIER B. demande des explications concernant l'article 616 primes d'assurances.
M. le Maire : On a renégocié les contrats. On a changé d'assurance.
M. THUILLIER B. : 3 000 € sont prévus en créances éteintes.
M. le Maire : Ce sont des décisions du Tribunal qui concernent des dossiers de surendettement et d'éventuelles liquidations judiciaires. Plus de 2000 € ont déjà été mandatés.
M. THUILLIER B. : Aucune dépense de prévue pour améliorer le réseau sauf le diagnostic. On a deux budgets d'avance, on pourrait se lancer dans des travaux plus conséquents.
Le conseil municipal, après en avoir délibéré, adopte par 16 voix pour et 2 voix contre le budget primitif 2017 du service des eaux.

Compte de Gestion 2016 assainissement

La Conseil Municipal,
Après s'être fait présenté les budgets primitifs de l'exercice 2016 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer.
Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2016, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.
1– Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016
2 – Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2016 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes
3 – Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives :
- Déclare, à l'unanimité, que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2016 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part

Le Compte Administratif 2016 Assainissement

M. le Maire présente le compte administratif 2016 du service assainissement qui s'établit comme suit :
Section d'exploitation :

Dépenses :	92 658.78 €
Recettes :	162 136.10 €
Report année 2016 excédent :	719 769.76 €
Résultat :	789 247.08 €

Section d'investissement :
Dépenses : 9 389.02 €
Recettes : 40 680.49 €
Report année 2016 excédent : 154 167.99 €
Reste à réaliser Dépenses : 23 159.00 €
Résultat : 162 300.46 €
M. THUILLIER B. demande le détail du 61528 « autres bâtiments ».
Le 61528 concerne divers dépannages, enlèvement des sables, vidange, épandage des boues…
M. THUILLIER B. signale qu'il doit y avoir un souci au niveau de l'assurance dont la prime est peu élevée pour assurer la station d'épuration et les canalisations et qu'il avait déjà été évoqué ce problème l'année dernière. Pourquoi la prime épuratoire n'a pas été versée ?
Le service de police de l'eau a jugé notre système d'assainissement non conforme au niveau local 3 années consécutives.
M. THUILLIER B. : Trois années de suite 2014, 2015 et 2016 ; vous devriez vous poser des questions et vous intéresser un peu plus au fonctionnement de la station.
M. le Maire : Des erreurs ont été faites avant.
Après avoir laissé la présidence à Mme Micheline SARA qui a été désignée à l'unanimité, M. le Maire quitte la salle de réunion.
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve par 15 voix pour et 2 voix contre le compte administratif 2016 du service assainissement.

Affectation du résultat 2016 Assainissement
Constatant que le compte administratif présente les résultats suivants :

	RESULTAT CA 2015	VIREMENT de la SF	RESULTAT DE L'EXERCICE 2016	RESTES A REALISER 2016		SOLDE DES RESTES A REALISER	CHIFFRES A PRENDRE EN COMPTE POUR L'AFFECTATION DE RESULTAT
INVEST	154 167,99 €		31 291,47 €	D	23 159,00 €	- 23 159,00 €	162 300,46 €
				R			
FONCT	719 769,76 €	- €	69 477,32 €				789 247,08 €

Le Conseil municipal décide à l'unanimité d'affecter le résultat comme suit 789 247.08 € à l'excédent reporté de fonctionnement.

Le Budget Primitif 2017 Assainissement
M. le Maire présente le budget primitif 2017 du service Assainissement qui s'établit comme suit :
- section d'exploitation : 951 636.10 €
- section d'investissement : 282 136.56 €

M. THUILLIER B. : Je ne voterai pas pour un budget comme ça. Il n'y a même pas de recette pour la prime d'épuration, ce qui veut dire que vous n'envisagez pas de travailler sur les réseaux.
Le conseil municipal, après en avoir délibéré, adopte par 16 voix pour et 2 voix contre le budget primitif 2017 du service Assainissement.

Compte de Gestion 2016 Commune
La Conseil Municipal,
Après s'être fait présenté les budgets primitifs de l'exercice 2016 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer.
Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2016, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.
1– Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016
2 – Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2016 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et

budgets annexes
3 – Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives :
- Déclare, à l'unanimité, que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2016 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Le Compte Administratif 2016 Commune

M. le Maire présente le compte administratif 2016 de la Commune qui s'établit comme suit :

Section d'exploitation :	
Dépenses :	1 176 870.41 €
Recettes :	1 620 609.20 €
Report année 2016 excédent :	1 314 742.92 €
Résultat :	1 758 481.71 €
Section d'investissement :	
Dépenses :	1 658 377.31 €
Recettes :	1 885 117.55 €
Report année 2016 déficit :	397 308.95 €
Reste à réaliser Dépenses :	796 301.00 €
Reste à réaliser Recettes :	779 843.14 €
Résultat :	- 187 026.57 €

M. THUILLIER B. demande le détail des articles 60623 «alimentation », 61521 « Entretien de terrains », 6287 « remboursement de frais » et combien coûte la location des copieurs.
L'article 60623 concerne l'achat du pain pour la cantine. Les colis de noël ainsi que les repas des ainés ont été, en 2016, payés sur cet article car la commune n'avait pas délibéré sur les dépenses à imputer à l'article « fêtes et cérémonies ».
L'article 61521 concerne la remise en état de plusieurs chemins de terre après de gros orages.
L'article 6287 concerne l'instruction des dossiers d'urbanisme (déclaration de travaux, permis de construire…).
La location des copieurs est de 2689 € au trimestre. Sur cet article, sont également réglées les dépenses de location des ordinateurs, imprimantes, les copies et la machine à affranchir.
M. THUILLIER B. : Les réparations de chemins auraient dû être payées en investissement ou effectuées par le personnel communal en régie. Pourquoi on ne demande pas le remboursement des dossiers d'urbanisme au pétitionnaire ?
M. le Maire : C'est interdit.
M. THUILLIER B.: Il avait été annoncé en com des coms que c'était possible.
M. le Maire : La question a été reposée ; c'est à la charge de commune.
M. THUILLIER B. : J'aimerai savoir qui l'interdit.
M. THUILLIER B.: demande une explication concernant l'article 63512 « Taxes foncières ».
M. le Maire : Cet article concerne les taxes foncières et notamment celle de la friche Rosenlew qui s'élève à 13 627 €.
M. THUILLIER B. : C'est un cadeau empoisonné.
M. le Maire : Qui a envoyé un courrier à toute la population ?
M. THUILLIER B. : Dans le courrier, on a parlé de la démolition de la façade. On a pas parlé d'acheter tout ce qui a été acheté.
M. le Maire : Si mon prédécesseur n'avait pas préempté, on aurait probablement un silo. Le tollé qui a été monté au niveau de la population par rapport au courrier déposé par des personnes mal intentionnées fait que M. CAZIER a préempté.
M. THUILLIER B. : C'est moi vous pouvez y aller ça ne me gêne pas.
M. le Maire : Je n'accuserai personne. Ce n'était pas signé ; je n'en ai pas eu dans ma boîte aux lettres. Si vous en avez encore un exemplaire, ça me ferait plaisir de l'avoir.
M. le Maire : La partie bureau ainsi que la maison du directeur ont été classées. Le Préfet des Hauts de France, via le conseil des Architectes des Bâtiments de France, a modifié l'arrêté en décembre 2016 en y incluant la maison du gardien. L'OPSOM qui a un projet de réhabilitation commence à traîner les pieds.
M. THUILLIER B. : Si vous n'aviez pas acheté, M. VILBERT restait avec le terrain. Il ne pouvait pas démonter la façade et était obligé de suivre. C'est ce que l'on voulait faire. Vous avez tout pris. Vous devez vous débrouiller seul.
Mme FONTAINE E. : Il y a eu une vente de faite. Une DIA est arrivée en Mairie. C'était vendu, M. VILBERT ne l'aurait pas gardée et n'avait plus d'autres projets sur ce terrain que de le vendre.
M. THUILLIER B. : Il ne pouvait pas vendre pour y faire un silo ; ce n'était pas encore accordé.
Mme FONTAINE E. : On vous enverra un récapitulatif des faits et la copie de la DIA. On a récupéré la vôtre et nous, on a signé la nôtre et on assume.

M. THUILLIER B. : Sur l'ensemble du premier chapitre, il y a une augmentation de 14.6 % des dépenses de fonctionnement c'est beaucoup. C'est de la mauvaise gestion.
M. le Maire : Je vous répondrai, M. THUILLIER, quand vous aurez l'amabilité et la politesse de me saluer quand vous entrez dans cette salle. Je suis le maire, si vous ne me saluez pas, j'en réfèrerai au Préfet.
M. THUILLIER B. : Je ne vous saluerai plus jamais et vous savez pourquoi.
M. le Maire : Non.
Après avoir laissé la présidence à Mme Micheline SARA qui a été désignée à l'unanimité, M. le Maire quitte la salle de réunion.
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve par 15 voix pour et 2 voix contre le compte administratif 2016 de la Commune.

Affectation de résultat 2016 Commune

Constatant que le compte administratif présente les résultats suivants :

	RESULTAT CA 2015	VIREMENT de la SF	RESULTAT DE L'EXERCICE 2016	RESTES A REALISER 2016		SOLDE DES RESTES A REALISER		CHIFFRES A PRENDRE EN COMPTE POUR L'AFFECTATION DE RESULTAT
INVEST	- 397 308,95 €		226 740,24 €	D R	796 301,00 € 779 843,14 €	-16457,9		- 187 026,57 €
FONCT	1687 763,92 €	373 021,00 €	443 738,79 €					1758 481,71 €

Le Conseil municipal décide à l'unanimité d'affecter le résultat comme suit : 187 026.57 € à la couverture d'autofinancement et 1 571 455.14€ à l'excédent reporté de fonctionnement.

Le Budget Primitif 2017 Commune

M. le Maire présente le budget primitif 2017 de la Commune qui s'établit comme suit :

- section d'exploitation : 3 118 362.14 €
- section d'investissement : 1 398 369.71 €

M. THUILLIER B. : on passe de 12 000 € à 15 000 € pour l'entretien de terrain, il faut penser à passer les travaux en régie. Pourquoi on passe de 16 000 € à 32 000 € en entretien de bâtiment.
M. le Maire : Ces dépenses concernent des dépenses d'entretien notamment de l'école. On a recours à une société qui va nettoyer le double flux. Le premier entretien coûte 6000 €. Aucune trappe de visite n'a été posée sur les conduites. Il a donc fallu en poser 64.
M. LUCAS P. : Ça ne relève pas d'un défaut de réalisation ? Il y a dû y avoir une malfaçon pour que l'entretien des canalisations sur un bâtiment neuf n'est pas été prévu de telle sorte que cela puisse se faire sans dépense supplémentaire. Voir si c'est un problème auquel vous allez devoir remédier avec les assurances et les garanties décennales.
M. le Maire : J'attends le rapport photos des anomalies relevées.
M. LUCAS P. : Il faut être intraitable avec un bâtiment neuf qui a été payé ce qu'il devait être payé. Les entreprises ont été payées rubis sur l'ongle.
M. THUILLIER B. : Il n'est prévu que 18 000 € pour la prime d'assurance. Pourquoi avoir prévu 4 000 € en études et Recherches (article 617) ?
Les contrats d'assurances ont été renégociés à la baisse. Un diagnostic amiante a été réglé en 2017 sur le 617.
M. THUILLIER B. : Par rapport à 2016, les dépenses de fonctionnement de premier chapitre augmentent de 15 %. Avec les 15 % d'augmentation avec 2015, ça commence quand même à faire beaucoup mais ce n'est que des prévisions.
M. THUILLIER B. demande des explications concernant la modification du 6 rue de Créqui.
M. THUILLIER BULLY B. : on va essayer d'aménager l'ancienne école. On a un projet de dojo dans les classes du fond et de sanitaires.
M. THUILLIER B. : Pourquoi vous ne travaillez pas sur l'ensemble ? Il faut faire appel à un architecte et demander des subventions.
M. THUILLIER B. demande pourquoi ce n'est pas le personnel de la commune qui procédera à la démolition des

maisons rue Charles Cagny.
M. THUILLIER BULLY B. : Parce qu'il y a de l'amiante.
M. THUILLIER B. demande des explications concernant l'extension chemin du Rouval.
M. le Maire : C'est le coût du branchement et de l'extension du réseau de l'ancien bâtiment de la SNED.
Le conseil municipal, après en avoir délibéré, adopte par 16 voix pour et 2 abstentions le budget primitif 2017 de la Commune.

Questions diverses

M. LUCAS P. informe l'assemblée qu'il a été sollicité par un beauvalois concernant l'éclairage de l'horloge de l'église.

Levée de la séance à 23h40.